L'Anarcho-Syndicaliste n°3
février 1961
Groupe Fernand PELLOUTIER - NANTES

Du principe fédératif *(Proudhon)...extraits...*

"Une observation à faire en général sur les sciences morales et politiques, c'est que la difficulté de leurs problèmes vient surtout de la manière figurée dont la raison primitive en a conçu les éléments. Dans l'imagination populaire, la politique, de même que la morale, est une mythologie. Là tout dévient fiction, symbole, mystère, idole. Et c'est cet idéalisme qui, adopté de confiance par les philosophes comme expression de la réalité, leur crée ensuite tant d'embarras.

Le peuple, dans le vague de sa pensée, se contemple comme une gigantesque et mystérieuse existence, et tout dans son langage semble fait pour l'entretenir dans l'opinion de son indivi-sible unité. Il s'appelle le Peuple, la Nation, c'est- à-dire la Multitude, la Masse; il est le vrai Souverain, le Législateur, la Puissance, la Domination, la Patrie, l'Etat; il a ses Convocations, ses Scrutins, ses Assises, ses Manifestations, ses Prononcements, ses Plébiscites, sa Législation directe, parfois ses Jugements et ses Exécutions, ses Oracles, sa Voix, pareille au tonnerre, la grande voix de Dieu. Autant il se sent innombrable, irrésistible, immense, autant il a horreur des divisions, des scissions, des minorités. Son idéal, son rêve le plus délectable, est unité, identité, uniformité, concentration; il maudit, comme attentatoire à sa Majesté, tout ce qui peut partager sa volonté, couper sa masse, créer en lui diversité, pluralité, divergence...

"Plein de ses mythes, et se considérant corme une collectivité essentiellement indivise, comment le peuple saisirait-il de plein saut le rapport du citoyen à la société ? Comment, sous son inspiration, les hommes d'Etat qui le représentent donneraient-ils la vraie formule du gouvernement? Là où règne dans sa naïveté le suffrage universel, on peut affirmer d'avance que tout se fera dans le sens de l' indivision...

"c'est ainsi que dans le pacte social, conçu à la manière de ROUSSEAU et des JACOBINS, le citoyen se démet de sa souveraineté, et que la commune, au-dessus de la commune le département et la province, absorbés dans l'autorité centrale, ne sont plus que des agences sous la direction immédiate du ministère.

Les conséquences ne tardent pas à se faire sentir: le citoyen et la commune déchus de toute dignité, les envahissements de l'Etat se multiplient, et les charges du contribuable croissent en proportion. Ce n'est plus le gouvernement qui est fait pour le peuple, c'est le peuple qui est fait pour le gouvernement. Le Pouvoir envahit tout, s'empare de tout, s'arroge tout, à perpétuité, à toujours, à jamais: Guerre et Marine, Administration, Justice, Police, Instruction publique, créations et réparations publiques; Banques, Bourses, Crédit, Assurances, Secours, Epargnes, Bienfaisance; Forets, Canaux, Rivières; Cultes, Finances, Douanes, Commerce, Agriculture, Industrie, Transports. Sur le tout un Impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut. Le citoyen n'a plus à s'occuper que d'accomplir dans son petit coin sa petite tâche, recevant son petit salaire, élevant sa petite famille, et s'en remettant pour le surplus à la Providence du gouvernement...

"Dans le système fédératif, de telles appréhensions ne sauraient exister. L'autorité centrale, initiatrice plutôt qu'exécutoire, ne possède qu'une part assez restreinte de l'administration publique, celle qui concerne les services fédéraux...

" Que PARIS fasse, dans l'enceinte de ses murs, des révolutions: à quoi bon si LYON, MARSEILLE, TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES, ROUEN, LILLE, STRASBOURG, DIJON, etc..., si les départements, maîtres d'eux-mêmes, ne suivent pas? PARIS en sera pour ses frais... La fédération devient ainsi le salut du peuple...

" Tout n'est pas dit cependant. Si irréprochable que soit dans sa logique la constitution fédérale, quelques garanties qu'elle offre dans l'application, elle ne se soutiendra elle-même qu'autant qu'elle ne rencontrera pas dans l'économie publique des causes incessantes de dissolution. En d'autres termes, il faut au droit politique le contre-fort du droit économique. Si la production de la richesse est livrée au hasard; si l'ordre fédératif ne sert qu'à protéger l'anarchie capitaliste et mercantile; si, par l'effet du cette fausse anarchie, la Société se trouve divisée en deux classes, l'une de propriétaires-capitalistes-entrepreneurs, l'autre de prolétaires salariés; l'une de riches, l'autre de pauvres; l'édifice politique sera toujours instable. La classe ouvrière, la plus nombreuse et la plus pauvre, finira par n'y apercevoir qu'une déception; les travailleurs se coaliseront contre les bourgeois, qui de leur côté se coaliseront contre les ouvriers; ...

"Le vrai problème à résoudre n'est pas en réalité le problème politique, c'est le problème économique. C'est par cette dernière solution que nous proposions en 1848, mes amis et moi, de poursuivre l'oeuvre révolutionnaire de février. La démocratie était au pouvoir; le Gouvernement provisoire n'avait qu'à agir pour réussir; la révolution faite dans la sphère du travail et de la richesse, on ne devait être nullement en peine de celle à opérer ensuite dans le gouvernement. La centralisation, qu'il eût fallu briser plus tard, eût été momentanément d'un puissant secours. Personne d'ailleurs à cette époque, hormis peut-être celui qui écrit ces lignes et qui dès 1840 s'était déclaré anarchiste, ne songeait à attaquer l'unité et à demander la fédération.

Le préjugé démocratique en a décidé autrement. Les politiques de la vieille école soutinrent et soutiennent encore aujourd'hui que la vraie marche à suivre, en fait de révolution sociale, est de commencer par le gouvernement, sauf à s'occuper ensuite, à loisir, du travail et de la propriété. La démocratie se récusant après avoir supplanté la bourgeoisie et chassé le prince, ce qui devait arriver est arrivé. L'empire est venu imposer silence à ces parleurs sans plan; la révolution économique s'est faite en sens inverse des aspirations de 1848, et la liberté a été compromise....

" Toutes mes idées économiques, élaborées depuis vingt-cinq ans, peuvent se résumer en ces trois mots : Fédération agricole-industrielle;
Toutes mes vues politiques se réduisent à une formule semblable: Fédération politique ou Décentralisation".

(PROUDHON - 1863)

Les anarcho-syndicalistes n'ont jamais eu le "culte de la personnalité". PROUDHON, dont nous ne considérons pas les écrits comme "parole d'évangile", eut néanmoins le mérite, au milieu du XIXème de poser aux révolutionnaires le problème de l'organisation.

La Fédération des Bourses du travail, sous l'impulsion dePELLOUTIER fut la réalisation ouvrière du principe fédératif.

Aujourd'hui, contre les bureaucraties syndicales, exiger le respect de l'autonomie des Uni-ons Départementales et Locales, permettant la démocratie directe, va enfin compte dans le sens de la lutte des classes.

De même, dans une période post-révolutionnaire, dans une société sans classes ni propriété, l'organisation d'une structure horizontale, fédérative, ira dans le sens du socialisme; excluant l'instauration d'une bureaucratie étatique, à l'image de celle du Kremlin.

MASMOUDI: tampon aimable ...

Un militant réformiste, adhérent au P.S.U., disait l'autre jour, s'adressant à des staliniens: *"ce n'est pas le moment de nous diviser sur le problème algérien, alors que nous approchons de la victoire".* Qui, "nous"? Quelle "victoire" ? Il faut bien être les "coupeurs de cheveux en quatre" que nous sommes pour poser d'aussi inconvenantes questions.

Depuis un mois, après les manifestations prolongées des casbah d'ALGER, d' ORAN, BLIDA, BOUFARIK et autres villes algériennes, le temps a été utilisé. Les déclarations d'apaisement se sont succédées.

Au moment du référendum, BOURGUIBA pouvait se permettre de faire campagne pour le OUÏ à De Gaulle sans contrarier ses hôtes du G.P.R.A.

Au lendemain du référendum (16-01-61) le G.P.R.A. déclarait : *"Le problème al-mgérien est entré dans une phase nouvelle qui permet d'entrevoir la possibilité d'une solution pacifique et négociée. Le G.P.R.A. est prêt à engager des négociations sur les conditions d'une libre consultation du peuple algérien".*

Krim BELKACEM à BAGDAD précisait encore : *"La paix n'était pas possible tant que l'opinion française ne se dégageait pas de sa passivité, elle vient de le faire. C'est la maturité du peuple français qui rend la négociation possible".*

Mais les témoignages de bonne volonté devaient se traduire par des formules plus concrètes. Le 24 janvier, à TUNIS, YAZID *"s'inscrit en faux contre les directives prêtées au G.P.R.A. selon lesquelles il convenait de renforcer l'activité terroriste par tous les moyens".*

A son passage au CAIRE, F. ABBAS abordait la litigieuse question de la minorité européenne: il distinguait parmi les colons ceux qui, acceptant la nationalité algérienne *"jouiront des mêmes droits que les Algériens"* et *"ceux qui préféreront garder leur nationalité étrangère tout en désirant vivre en ALGERIE, le statut de ces derniers sera l'objet de négociations avec le gouvernement français".*

Au même moment, sous la forme d'un démenti catégorique, le G.P.R.A. abordait un second point litigieux. Il s'élevait contre toute information selon laquelle F. ABBAS aurait revendiqué le retrait de l'armée française devant un reporter de l'agence BELGA.

Les futurs homes d'Etat du G.P.R.A. en profitaient pour ténoigner de leur bon goût bourgeois pour la diplomatie secrète, en spécifiant: *"Le G.P.R.A. estime que les déclarations publiques diminuent les chances d'aboutir à des négociations".*

Ainsi, en quelques semaines, de sourires en amabilités, d'apaisements en concessions, toute condition préalable du G.P.R.A. disparaissait devant son impatience à négocier coûte que coûte avec De Gaulle.

Dès le 30 Janvier, en INDONESIE, F. ABBAS déclarait: *"Nous sommes prêts à négocier avec le gouvernement français. Nous n'y mettons qu'une seule condition c'est que la garantie soit accordée au peuple algérien de pouvoir exercer librement son droit à l'autodétermination".*

On connait la suite, l'annonce d'une entromise de BOURGUIBA, l'activité fébrile de MASMOUDI.

Ce monsieur, membre du Mouvement pour le Réarmement Moral, spécialiste de la diplomatie secrète (chargé de l'établissement des contacts entre MENDES- FRANCE et BOUBGUIBA en

1954) débarqua donc à ORLY le 7 Février. Mais peut-être le P.S.U. nous apprendra-t-il un jour la mission exacte du compagnon de voyage de MASMOUDI: l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires tunisiennes et marocaines, ajourd'hui secrétaire général adjoint du P.S.U. et qui, en la personne d'A. SAVARY, revenait d'un stage de 10 jours chez BOUBGUIBA où il s'entretint avec des membres du G.P.R.A.

Constatons le sérieux avec lequel MASMOUDI s'acquitte de sa tâche: outre De Gaulle, tous les anciens présidents depuis 1954 ont reçu sa visite, la caution de tous les représentants de l'opinion officielle, de PINAY à Mgr. FELTIN? en passant par MENDES & MOLLET, a été sollicitée en entretiens particuliers. Avec une totale compréhension du plan sur lequel le P.C.F. situe sa politique, MASMOUDI a dédaigné THORÉZ pour s'adresser directement au Kremlin par le canal diplomatique de VINOGRADOV et de MESTIRI, ambassadeur tunisien à MOSCOU. Cependant le P.C. continue à "exiger" des négociations,"dans l'intérêt de la France" que De Gaulle est entrain de réaliser. Au moment où, moins que jamais, la solution n'appartient aux travailleurs, en particulier parce que le P.C., depuis SETIF, a tout fait pour qu'il en soit ainsi, au moment où le P.C. se cantonne dans le rôle de mouche du coche, THOREZ, pour la première fois, à TOULON le 12 février, a évoqué le retrait des troupes françaises qu'il envoya en ALGERIE en votant les pouvoirs spéciaux de 56. Le P.C.A., s'il a droit d'existence, pourra fort bien, dans un rôle "d'opposition démocratique" ne mettant nullement en cause l'Etat bourgeois créé en ALGERIE avec la caution du P.C.F., solliciter de temps à autre l'évacuation des troupes françaises, de la même manière que le NEO-DESTOUR demande périodiquement l'évacuation de la base de BIZERTE.

Constatons également la liaison étroite et permanente de MASMOUDI avec le G.P.R.A. et BOURGUIBA. L'hebdomadaire bourguibiste Afrique-Action affirme que tout a été discuté et décidé dans les moindres détails avec le G.P.R.A., qu'il n'existe aucune équivoque, aucun malentendu entré MASMOUDI-BOURGUIBA et le G.P.R.A.

Les navettes expresses entre PARIS, TUNIS, ZURICH témoignent de cet état de fait. Il ne s'agit donc pas de "préparatifs", les négociations sont d'ores et déjà entamées. Quand le Monde du 9 février relate que MASMOUDI à l'intention d'exposer à De Gaulle la position du F.L.N.: "les concessions qu'il accepterait de faire sur une phase transitoire, le statut de l'armée française les garanties aux Européens", il est clair que ces concessions sont déjà inscrites dans les faits; avec pour toute contre-partie le souhait du F.L.N. - et non la condition - de voir BEN BELLA transféré dans la région parisinne.

Les militants révolutionnaires, qui n'ont pas attendu que F. ABBAS accepte le maintien de l'armée française pour lancer leur mot d'ordre de retrait du continrent, ne peuvent être insensibles à la fin de massacres débouchant sur la création d'un Etat bourgeois algérien. Mais il ne saurait être question qu'ils applaudissent aux négociations secrètes ou qu'ils donnent leur adhésion à la construction d'un Etat bourgeois!

C'est le sort des prolétaires algériens, qui ont payé de centaines de milliers des leurs, depuis 7 ans, que De Gaulle et F. AABAS sont entrain de régler sans eux, et sans nous. Quand nous avons dit que F. ABBAS ne représentait pas les travailleurs algériens et ne pouvait que trahir les aspirations de leur révolution, ce n'était pas une vue de l'esprit. F. ABBAS, dans son impatience à négocier, le sait bien.

Même impatience, après les manifestations musulmanes de décembre, dans ces lignes d'H. BEUVE-MERY: *"Le nationalisme algérien n'a cependant aucune raison de s'abandonner à de tels excès. De toute évidence il a partie gagnée... S'il n'est pas déjà trop tard, si le prurit révolutionnaire ne l'emporte pas encore totalement sur les aspirations nationales ou nationalistes au sein du F.L.N., ... un frêle espoir reste permis. Les jours sont en tout cas strictement comptés"* (22 Décembre1060).

Même inquiétude dans l'état-major français devant la recrudescence de l'activité des maquis du Nord-Constantinois et de la frontière Algéro-Marocaine, qui fait écrire à P. HERMANN dans Le Monde du 28 Janvier : *"On ne peut donc écarter l'hypothèse selon laquelle certains attentats soin dus à des initiatives individuelles échappant à l'autorité du G.P.R.A. Il existe incontestablement en ALGERIE des éléments que ne séduit pas la perspective de négociations, et qui ne sont pas disposés à favoriser la détente... Cette situation est jugée préoccupante à ALGER... Les musulmans de 18 ans qui, en décembre dernier, plantaient des drapeaux vert et blanc sur les édifices de la Casbah ne conçoivent pas la "libération" de la même 'façon que les dirigeants politiques de TUNIS".*

On sait d'autre part que l'U.G.T.A. et l'U.G.E.M.A., organisations étroitement liées au F.L.N.; signaient, début février, des déclarations communes sur la base bourgeoise de l'approbation des négociations De Gaulle-G.P.R.A. Mais on peut se demander lesquelles des directions syndicales françaises ou algériennes, auraient le plus besoin de cette opération. Quelle que soit la pression d'un appareil politique sur un syndicat, celui-ci peut difficilement garder un caractère aussi monolitique qu'un parti; surtout en période révolutionnaire. Un des secrétaires de l'U.G.T.A. Rahmoune DEKKAR, déclarait dans un interviem rapportée dans Le monde du 28 Janvier : *"Si le paysan et l'ouvrier ont pris le fsil, ce n'est pas pour conquérir un drapeau et un hymne national.. . c'est pour la ré-orme agraire..... Notre lutte est une lutte de classes. Mais il se trouve que la classe exploitante est en grande majorité étrangère. C'est pourquoi notre combat a revêtu une forme nationale... Leur participation à la lutte armée d'aujourd'hui garantit aux travailleurs leur droit à la direction du pays demain"*. Certes nous avons appris à nous méfier de dirigeants syndicaux qui discourent d'autant plus "à gauche" qu'ils ont l'intention de trahir "à droite", et les travailleurs belges qui ont entendu RENARD viennent d'en faire l'expérience, mais nous savons aussi, quelle que soit la personnalité de DEKKAR, que lorsqu'un responsable profère de telles paroles c'est qu'elles répondent aux exigences de la base à laquelle elles s'adressent.

Ainsi, quand MASMOUDI et BOURGUIBA, intéressés au premier chef par la nature du futur Etat voisin, se proposent de jouer un rôle de "tampon aimable", il apparaît que le tampon se situera beaucoup moins entre De Gaulle et F. ABBAS qu'entre ce dernier et les travailleurs algériens sous la forme concrète - si-non aimable - de l'armée française, pendant la "phase transitoire" susceptible de permettre à la frêle bourgeoisie algérienne d'établir ses propres structures et son propre appareil coercitif.

C'est la seule solidarité avec le nombreux prolétariat algérien qui peut déterminer l'attitude des révolutionnaires français, s'affirmant dans leurs syndicats:

- contre les négociations secrètes sur le dos des travailleurs algériens,
- pour le retrait immédiat des "Forces françaises» de pacification devenant "Forces de police".
- pour le droit des travailleurs algériens de constituer dans un nouvel état des syndicats indépendants du Pouvoir.

Adresser toute correspondance à : S. MAHE
157 Chemin de Carcouët NANTES

C.C.P.: 1898-87
Abonneront pour 10 numéros : 3 N.F.

FONCTION PUBLIQUE

Si le régime de De Gaulle pèse lourdement sur la condition des travailleurs en général, les petites et moyennes catégories de fonctionnaires n'ont pas été épargnées. L'année passée l'Etat est resté intransigeant sur les 5 % échelonnés (à peine 3 % en réalité sur l'année pleine) qu'il aurait décidé d'accorder aux fonctionnaires. Le facteur reste à 350 - 450 NF , l'instituteur débutant à 45.000 frs; et même le professeur licencié à 60.000 frs en province.

Le mécontentement est grand. Même s'il est difficile de donner une appréciation sur la combativité (les fonctionnaires ont conscience de la difficulté du combat dans un rapport de forces qui ne ressemble en rien à celui de 1953), le moins qu'on puisse dire c'est que les directions fédérales ajoutent, par leur politique insensée, au marasme de la situation.

A la mi-décembre et début février, des mouvements sporadiques sont apparus chez les travailleurs de l'Etat (arsenaux et santé), les Finances, les P. & T., les Enseignants. Variant d'une heure à 24 heures, quelquefois groupés dans la même semaine, chacun son jour (tel en décembre), jamais 2 de ces mouvements n' ont pu se rejoindre ne serait-ce qu'en un meeting commun.

La raison de cette atomisation des mouvements, comme d'ailleurs de leur pusillanimité, se trouve dans le caractère même des mots d'ordre catégoriels.

Les enseignants revendiquent l'augmentation des indices teminaux (75 points pour un instituteur de fin de carrière, soit environ 16.000 frs et 0 point donc 0 frs pour les débutants!).

Les P. & T. ont un contentieux concernant leur cadre F.

Les Finances demandent la revalorisation indiciaire de leur échelle 6G.

Il est évident que les revendications des uns n'intéressent pas les autres, la C.G.T. a même trouvé le moyen, en décembre, d'organiser un meeting séparé des petites catégories C et D de la région parisienne pour des augmentations indiciaires.

En réalité c'est par cette conception aberrante de la lutte que les directions syndicales envisagent le règlement du "reclassement interne de la Fonction Publique" - cette vieille tarte à la crème.

Car il ne s'agit même plus de se battre sur une plate-forme commune pour un salaire de base hiérarchisé. Il s'agit d'obtenir son reclassement indiciaire, chacun pour soi, sur son mot d'ordre particulier, par son action particulière, visant à attirer poliment l'attention du ministre, quelquefois par l'adresse individuelle d'une missive respectueuse, comme le demande la F.E.N. ses adhérents.

Outre l'aspect servile de telles méthodes il est clair que cette tactique stupide ne peut se révéler que catastrophique pour la grande masse des fonctionnaires, c'est-à-dire les petites et moyennes catégories.

Cette façon de se présenter en ordre savamment dispersé, en mouvements antagonistes, revient évidemment à désigner DEBRE comme le seul arbitre de la situation.

L'an dernier les fonctionnaires demandaient pour le 1er Janvier 1961: 5 % d'augmentation, et pas de traitements au-dessous de 50.000 frs.

Le 14 février 1961, DEBRE et GUILLEMAT viennent de confirmer sèchement: 2 % en mars, 3 % en juillet, plus une indemnité forfaitaire de 5.000 frs pour les petites catégories dont la date de versement reste indéterminée, "selon le projet initial du gouvernement!"

Aux enseignants, la réponse fut un refus pur et simple. Par contre le gouvernement envisage de faire un geste (une aumône d'ailleurs) à certaines catégories d'instituteurs (maîtres des Cours Complémentaires baptisés Collèges d'Enseignement Général, maîtres des classes terminales, directeurs, etc.). Ce qui revient à fragmenter en catégories le corps jusqu'alors uni des instituteurs. Il est évident que l'objectif du gouvernement est de faire voler en éclats le S.N.I. qui représenta, du moins jusqu'au 19 juin 1960, un bastion de défense laïque.

Ainsi, non seulement la politique des Sections fédérales laisse pratiquement les petites et moyennes catégories de fonctionnaires à la merci de leur Etat-patron, mais elle met véritablement en danger la cohésion des organisations elles-mêmes.

Seule la constitution d'un front uni ses fonctionnaires pour une action véritable, une action d'ensemble répondant à l'attenté des syndiqués serait susceptible de contrer le gouvernement.

Mais pour cela il faudrait que les dirigeants "réalistes" s'aperçoivent que le seul réalisme consiste à trouver des mots d'ordre valables pour tous, quel que soit l'indice ou la catégorie:

- Abrogation des zones de salaires
- Augmentation uniforme (15.000 frs ou 10.000 frs pour tous).

Mots d'ordre que les syndicalistes révolutionnaires s'évertuent à faire triompher depuis des années.

Quant au "reclassement interne"...., les syndicalistes révolutionnaires savent bien pourquoi les capitaines et les flics sont mieux payés que des instituteurs ou des postiers, et les dirigeants syndicaux, même à plat-ventre, n'obtiendront pas de ce régime qu'il en soit autrement.

Groupe F.P. 25 Février 1961.